

n° 43

jeudi 19
juillet

APL informations Nantes

bulletin régional de l'Agence de Presse Libération

APL-informations + bulletin édité par l'Agence de Presse Libération + directeur :
Maurice Clavel + 14 rue de Bretagne, 75003 Paris + tél. 508 84 42 + imprimerie
spéciale A.P.L. + prix du numéro : 1 franc +

Bureau régional : "Librairie 71", 29 rue Jean Jaurès, 44000 Nantes +

Abonnements : (les 12 numéros, soit environ 3 mois) 10 francs minimum + soutien :
15 ou 20 francs + en timbres, ou en chèque à l'ordre de la "Librairie 71".

Vente au numéro au bureau régional, et à St-Nazaire : librairie "Le Tiers Livre",
avenue de la République.

- 1 - + nouvelles brèves.
- 2 - un militant PAYSAN-TRAVAILLEUR part en Chine.
- 3 - tract distribué le 14 Juillet par des anciens appelés d'A.F.N.
- 3 - en marge de la campagne raciste d'Ordre Nouveau : article de l' Echo de la Presqu'île Guérandaise.
- 4 - Fontevraud : un 14 Juillet pas comme les autres ...
- 5 - cambriolage de l'équipe Torr E Benn : le cinéma breton naissant n'a pas l'air de plaire à tout le monde.
- 6 - Guémené : après la fin de la grève.
- 1 - préparation de la marche sur le Larzac.

/ Loire-Atlantique : préparation de la marche sur le Larzac. /

(compte-rendu de la dernière réunion)

Tout au long de l'hiver, il y a eu débats, films ou diapos, manifestation en soutien aux paysans du Larzac. Du 22 au 26 août aura lieu la marche; mais il est urgent de penser à l'organiser.

Pour la sensibilisation à cette marche, nous disposons :

- d'affiches qui sont les mêmes pour toute la France, il est donc nécessaire que le collage se fasse rapidement afin que les gens de passage puissent les voir partout.
- il peut être fait une vente massive d'auto-collants et du journal "Vent d'Ouest" spécial Larzac.
- voire un tirage de tracts pour appel à la marche.

Il faut voir ensuite l'organisation du transport. Des rencontres dans les quartiers des villes, communes ou cantons pour essayer de connaître ceux qui désirent partir et déterminer le moyen de transport (car, voiture). N'est-il pas intéressant de faire partir un car le vendredi soir de Nantes pour permettre la participation de ceux qui n'ont que le week-end ? Du nombre des intéressés dépendra ce départ.

Certains paysans désirent peut-être aller au Larzac, mais voudraient quelqu'un pour les remplacer. Voir les possibilités qui sont offertes au canton ou au département.

Cette marche doit être l'expression des luttes qui nous ont mobilisés (problèmes fonciers, répression, justice, grève des Batignolles, Jh Paris, Guémené etc.) Ouvriers et paysans, regroupons nous pour les exprimer avec des stands, panneaux, films ou diapos, sketches etc. Que chacun vienne au département avec le nombre des participants, les moyens de transports retenus, proposition de lutte.

La mise au point aura lieu le lundi 30 juillet, salle municipale à la Chapelle sur Erdre à 21 heures. (comité Larzac, c/o C.D.J.A, 56 bis rue des Hauts Pavés, Nantes)

/ nouvelles brèves /

Poitiers : Le 13, un groupe d'agriculteurs a arrêté un camion de lait de l'Union des Coopératives Laitières d'Archigny. Ils y ont peint "le lait à 0,70 " et : "Pas de privilèges" (cette coopérative paye plus cher le lait d'un gros éleveur)

Vannes : le tribunal a relaxé M.J. Buet poursuivie pour en juillet 72 avoir participé à un collage signé de la "Brigade de la Colère" contre l'arrestation de révolutionnaires anglais accusés sans preuve d'attentat et de complot international.

Brest : le 12, plus de 1000 pétitions étaient déjà envoyées contre l'installation de la raffinerie de pétrole en rade de Brest. Signatures reçues à :
Boite Postale 303, 29273 Brest cédex.

"Le 14 juillet ... l'armée parade . Mais maintient sa décision d'expulser les 103 paysans du Larzac. Aujourd'hui comme hier, on nous trompe !

Rappelez-vous : de 1956 à 1962, nous étions des milliers de travailleurs (paysans, ouvriers, étudiants) expédiés en Algérie pour soit-disant sauvegarder l'intégrité du territoire et "pacifier".

La vérité : on nous a utilisés pour tenter de maintenir l'exploitation du capitalisme représenté là-bas par les patrons et les colons, cela en tuant les ALGERIENS, travailleurs comme nous. Ils luttèrent pour la liberté de leur pays et contre les exploités. Leur lutte était juste, nous avons été trompés.

Rappelez-vous : certains bloquaient les trains, décrochaient les wagons, protestaient. N'avaient-ils pas raison ? Ceux qui hier nous envoyaient de force là-bas sont les mêmes qui aujourd'hui distribuent drapeaux et médailles.

La vérité : Au nom du souvenir, de la camaraderie, le pouvoir, les notables, les nostalgiques du colonialisme veulent nous utiliser ! La preuve, la déclaration du général GRACIEUX au congrès national de l'U.N.C. (Union Nationale des Combattants) à Nantes le 2^e mai : "Nous sommes une force qui peut barrer la route à la subversion, mais nous sommes encore dispersés. A nous de nous regrouper pour un ressaisissement général."

De quelle force s'agit-il ? Celle des exploités, firmes, cumulards, patrons, etc. qui ont l'armée et la police à leur service :

La vérité : Ceux qui aujourd'hui exploitent notre travail veulent chasser les 103 paysans du Larzac, sont souvent ceux qui viennent remettre les drapeaux et participent activement à la création des sections d'A.F.N. Ne nous laissons pas tromper encore une fois !

Notre combat est celui des travailleurs en lutte pour l'amélioration des conditions de vie. C'est aussi le maintien sur des terres, qui sont leur outil de travail, des paysans du Larzac.

Les appelés d'A.F.N. du comité de soutien Larzac!"

lu dans la presse + en marge de la campagne raciste d'Ordre Nouveau /

"L'Echo de la Presqu'île Guérandaise" n° du 7 juillet :

"IMMIGRATION : Les travailleurs immigrés constituent, pour notre économie, le plus impérieux des besoins, et en même temps, le plus redoutable des périls.

Besoin, car les gens évolués que nous sommes ne veulent plus assumer les tâches ingrates qui sont, non seulement physiquement pénibles, mais encore fort mal payées. Nous sommes donc heureux que les immigrés, souvent incultes, et tout juste bons à faire des manœuvres, se précipitent sur ces travaux qui sont d'ailleurs les seuls à leur portée. Péril, car les immigrés se mettent à avoir des exigences égalitaires qui faussent le jeu travail-salaire.

La plupart d'entre eux - payés à travail égal exactement comme les travailleurs français - envoient la quasi-totalité de leur paye dans leur pays, où subsiste leur famille. Puis ils se retournent vers nous pour exiger le logement, la sécurité et toutes sortes de droits. En somme, ils exigent un second salaire.

Les ouvriers français, eux, doivent se débrouiller avec leur paye. Les immigrés orient misère... comme s'ils n'étaient pas payés, alors qu'ils le sont et "exportent" leur argent. A cela s'ajoute une question de structure de la société. Sans être raciste, on ne peut manquer de constater que les races existent, avec leurs particularismes souvent assez marquées.

Une chose est d'admettre chez soi des étrangers et de les traiter convenablement. Autre chose est de se faire "déborder" par des gens qui s'oublient jusqu'à vouloir imposer leur loi à leurs hôtes. Pour éviter des excès... de cet ordre, peut-être conviendrait-il de contrôler vraiment l'immigration, cette forme sournoise d'invasion".

signé Hervé.

PAYSANS TRAVAILLEURS en CHINE

Le groupe PAYSANS-TRAVAILLEURS a décidé d'envoyer l'un des siens en Chine en septembre.

Leur but est :

- d'approfondir leur connaissance du socialisme, et éclairer ainsi leurs aspirations sociales ; faire ressortir et faire connaître dans toutes les couches de travailleurs les valeurs que vit le peuple chinois, sa recherche permanente du progrès social, de l'émancipation des classes productrices : ouvriers, paysans ... ; le travail gigantesque qu'il a accompli pour s'affranchir des séquelles de la domination impérialiste : famines, épidémies, analphabétisme ... , et édifier un système social qui est un gage d'espoir pour les travailleurs du monde entier, sa solidarité avec les peuples en lutte de par le monde pour leur émancipation.

- de créer des liens de peuple à peuple, de travailleurs à travailleurs, développer l'amitié, la solidarité avec ce peuple courageux et audacieux.

Le groupe PAYSANS-TRAVAILLEURS souhaite qu'un maximum de travailleurs de progressistes, serrent les rangs autour d'eux pour assurer ce voyage, sa portée et son écho. Il pense que cet engagement doit se concrétiser par une participation matérielle de principe (aussi minime soit-elle) à la collecte pour réunir la somme nécessaire : 3.000 Francs avant le 28 juillet + 1.000 Francs pour le 10 aout.

Faites parvenir votre soutien, vos idées concernant la préparation et les fonds que vous aurez collectés aux militants de PAYSANS-TRAVAILLEURS, ou encore à la LIBRAIRIE 71 qui transmettra.

Projection de film :

Vendredi 27 juillet, salle municipale de la Chapelle s/ Erdre, 21 h.
Réunion de préparation du voyage. Projection d'un film réalisé par une militante paysanne lors d'un voyage en Chine.

PAYSANS-TRAVAILLEURS.

Fontevraud : des paysans interviennent au cours du défilé militaire /

Le défilé militaire qui avait traditionnellement lieu à Fontevraud le 14 juillet a été d'un genre un peu différent cette année.

Les paysans menacés par l'extension du camp militaire de Fontevraud avaient laissé entendre qu'après avoir été chargés par les CRS lors de leur manifestation à Saumur du 23 juin dernier (voir APL n° 40), ils ne laisseraient pas l'armée parader chez eux avec fanfare, troupes et chars d'assaut.

C'est ainsi qu'à la surprise générale, la colonne de chars qui traversait Fontevraud devant les troupes présentant les armes, a été coupée par une autre colonne d'une quinzaine de tracteurs, au cri de "A la Bastille". Les paysans ont traversé la ville devant les militaires éberlués, et malgré une voiture de gendarmerie qui tentait de les percuter tour à tour pour les arrêter. Les tracteurs ont talonné les tanks jusqu'à l'entrée du camp. "La prochaine fois, ont crié les paysans, on vous reconduira jusqu'à Mururoa !".

Pendant ce temps, d'autres tracteurs bloquaient le centre de Fontevraud, devant l'abbaye et la mairie, et obligeaient les engins militaires à passer sous les huées, défendant le macadam avec leurs chenilles et éraflant les mai sons avec les porte-chars. Pour se rendre au vin d'honneur offert par les autorités, les officiers du camp ont eu à passer parmi les tracteurs et les manifestants et ont été salués par des slogans tels que : "Galley, salaud, le peuple aura ta peau !", "Larzac, Fontevraud, Avon !".

Les très nombreux gendarmes convoqués pour la circonstance ont été tout-à-fait impuissants à disperser les tracteurs.

Après cette action, des réunions ont eu lieu dans les fermes et il a été décidé d'expliquer par la presse et par affiches pourquoi le 14 Juillet devait être la fête du peuple et non celle des autorités militaires. Une première déclaration précise que le 14 Juillet doit être pour les travailleurs l'occasion de remettre en cause le pouvoir.

Le texte des affiches d'autre part explique : "En 1789, le peuple prend la Bastille, en 1973, l'armée prend la pilule. Déjà, l'armée protège^{ait} les privilèges et le pouvoir. Mais le 14 Juillet n'est-il pas tout le contraire d'une parade militaire ? En 1789 à Fontevraud, menacés par l'extension du camp, des paysans ont montré que les tanks du pouvoir et les tracteurs des travailleurs ne peuvent pas faire bon ménage ?".

En ce qui concerne les poursuites qui pourraient être engagées contre eux, les manifestants ont décidé de n'y répondre que solidairement. Ils ont également annoncé qu'ils seraient très nombreux à descendre avec leurs familles sur le Larzac le 25 août.

Communiqué de presse des paysans de Fontevraud.

"Le 14 Juillet 1789, un défilé de gens opprimés, des travailleurs réclamant la justice, la liberté, l'abolition des privilèges. Des ouvriers, des paysans, des mères de famille réclamant du pain, du travail. Ce défilé de tracteurs, le 14 Juillet 1973, a le même but, la même signification. Avec ces engins de travail venus directement des champs, les paysans de Fontevraud manifestent contre l'abus de pouvoir.

"Le 14 Juillet perd sa raison d'être s'il n'est pas la fête du peuple. La parade militaire, c'est bien beau, mais aujourd'hui comme en 1789, l'armée est encore avec le pouvoir en place, et ce n'est pas cela le 14 Juillet".

N'A PAS L'ART DE PLAIRE A TOUT LE MONDE .

Depuis un an des équipes de cinéma " Amateurs " s'organisent aux quatre coins de la France , de la Bretagne pour raconter par le son et l'image les événements significatifs de la vie du peuple breton : grève du Joint - Français , grève des Kaolins de Plémet , des ouvriers de Big - Dutchman, lutte des paysans contre les cumulards à Orvault , etc ... divers moments de la lutte du peuple breton pour sa liberté . Ces équipes ont pris comme nom le cri des paysans révoltés contre le pouvoir monarchique de Louis XIV , négateur du peuple breton : TORREBENN - Casse leur la tête . L'effort des équipes Torrebonn , parallèle à celui de l'Unité de Production Cinématographique de René Vautier , pour créer un cinéma breton n'a pas l'air de plaire à tout le monde ; à en juger un cambriolage peu commun qui a visé une équipe du centre Bretagne .

Dans la nuit du Dimanche 11 au lundi 12 Juin dernier , Jean - Louis Le Tacon , membre d'une équipe Torrebonn, rentrait chez lui , au lieu dit Goerz-Fatanvat en Séglien (56) après avoir participé à un Fest-Noz au bord de la Sarre , où se menait la lutte contre un propriétaire de résidence secondaire qui s'accapare un chemin cadastré le long de la rivière . Il avait été projeté dans ce Fest-Noz les films "contre les cumulards, Orvault mars 71" et "Libérez les bords de l'Erdre " .

Portes et fenêtres sont ouvertes; un carreau a été cassé . L'intérieur de la maison est dans un ordre habituel ; seulement beaucoup de choses ont disparu :
- Les rayons de bibliothèque sont vides : 175 livres environ ont été volés , parmi lesquels des classiques du marxisme, des livres de psychanalyse, " Mains basses sur le Cameroun " de Mongo Beti , une adaptation théâtrale de " la révolte des tracteurs " de Brékilien, " théâtre politique " de Piscator etc ... Romans et polars n'ont pas bougé .

- Electrophone , disques , radio ont disparu .
- une caméra de 1400F .
- Tous les papiers se trouvant sur les bureaux ont été pris .

La présence de deux enfants et d'une femme dormant dans une pièce a interrompu les individus dans leur besogne . Les gendarmes du canton appelés sur les lieux ont trouvé ce vol peu ordinaire Chacun peut faire des hypothèses pour expliquer ce vol.

Pour Torrebonn ce sale coup est à rapprocher des agressions dont les journalistes professionnels sont victimes de plus en plus fréquemment :

- caméra de l'ORTF d'une valeur de 15000 NF détruite par les gardes mobiles lors de la manifestation de soutien à LIP le 15 Juin à Besançon .
- Pellicules photographiques de journalistes saisies à Bastia et à Goussainville .

D'où que vienne cette attaque , elle n'arrêtera pas le cinéma breton dans son avancée . Elle n'a pas empêché de répondre aux engagements pris face aux ouvriers de Plémet et de sortir à date prévue le film de leur grève : "Nous irons jusqu'au bout Grève des kaolins de Plémet ."

Cependant ce vol porte un coup à l'équipement et aux affaires personnelles d'une équipe de Torrebonn, soit 5000F d'objets pris . Aussi nous faisons appel à la solidarité de tous ceux qui soutiennent l'action de Torrebonn pour une information vraie et libre et nous leur demandons de contacter directement :

Jean Louis Le Tacon

Goerz - Fatanvat

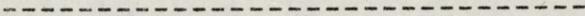
Séglien 56 160

Guémené / Scorff .

Torrebonn.

COMMUNIQUE DES OUVRIERES GREVISTES DE LA CONFECTION INDUSTRIELLE DE

GUEMENE



Le Patronat, ceux qui l'ont cautionné soit par leur accord soit par leur silence, et une certaine Presse (Paris Match...) se sont attachés à ce qu'il ne reste de cette grève que l'impression d'un échec, et que Madeleine, la Sœur, était rejetée par tout le monde à Guéméné.

Non seulement cette interprétation est fausse mais elle sert les intérêts du patronat. C'est pourquoi les ouvrières grévistes entendent y répondre.

Rappelons qu'à l'origine du conflit il y a eu la volonté des ouvrières de monter une section syndicale dans l'entreprise. Le patron a tenté de s'y opposer par tous les moyens : proposition d'une "union professionnelle" (à sa dévotion), distribution de tracts, brimades, changements de poste, licenciements, et finalement lock out de l'usine.

Or sur ce point - la reconnaissance du droit syndical - qui était l'enjeu même de la lutte, LES OUVRIERES ONT REMPORTE UNE VICTOIRE TOTALE. La section syndicale existe maintenant (alors que ce n'est pas le cas dans les petites entreprises de la région). Quatre ouvrières syndiquées licenciées ont été ré-intégrées sans condition : il n'est plus question pour elles de réaliser la cadence sur une nouvelle machine au bout d'un mois d'essai, moyen détourné de les re-licencier dans un mois. La comptable déplacée a été ré-intégrée dans son cadre normal de travail.

Les rumeurs de licenciements de deux ouvriers, dont l'un à Nozay, se sont dissipées... Est-ce une des conséquences de la lutte ?

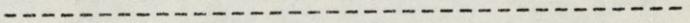
Une foule de petits détails illustre l'ampleur des craintes du patron : aménagement du vestiaire, d'un endroit pour manger, installation distributeur de boissons,... Versement juste après la grève des primes d'ancienneté...

Comme par hasard, des ouvriers employés dans les environs se sont vu attribuer spontanément par leur patron une augmentation de paye... N'est ce pas là aussi une des conséquences de la lutte ?

Seul point négatif : Madeleine n'a pas été ré-intégrée. Soupçonnée par le patron d'être à l'origine de formation de la section syndicale, se sont en fait les conditions de travail de l'entreprise qui l'ont amenée à réagir et à prendre position en faveur des ouvrières. Grâce à ses connaissances et son activité, elle a joué un rôle dans l'organisation de la lutte, mais toujours en plein accord avec ses camarades. La direction fait courir le bruit qu'elle pourrait être ré-intégrée en Septembre après avis des délégués du personnel. Mais ce n'est que supercherie, car la campagne de dénigrement dont elle est victime montre que le patron en a peur.

L'ampleur de la mobilisation et les manifestations de soutien autour des grévistes, de la part des ouvriers de la région, des paysans travailleurs et des travailleurs intellectuels ont fait forte impression dans la région - et sur le patronat en particulier.

Les ouvrières grévistes de la C.I.G.



POITIERS : des militants de l'ex Ligue Communiste risquent de passer devant la Cour de Sureté de l'Etat

Dimanche 8 Juillet, à Poitiers, alors que des militants, des sympathisants de certaines des organisations membres du comité pour la levée de la dissolution de la Ligue Communiste (comité anti-fasciste, la Cause du Peuple, Front des Jeunes Progressistes ainsi que l'UL CFTD) devaient diffuser l'hebdomadaire Rouge, journal d'Action Communiste pour lutter contre la dissolution de la Ligue Communiste, l'inculpation d'Alain Krivine et d'autres militants, 3 Militants de l'ex Ligue Communiste commencèrent vers 10 h à diffuser Rouge sans attendre les organisations.

La police afin de contrôler leur identité les amena avec leurs journaux au commissariat où ils furent gardés à vue pendant 24 h. A leur libération, la police leur signifia de rester à sa disposition.

Lundi, Europe I, puis mardi la presse locale annonçait que leurs dossiers seraient transmis à la Cour de Sureté de l'Etat pour participation au maintien d'une ligne dissoute.

Ces trois militants sont Philippe MAZOT, ancien candidat aux législatives, syndicaliste, chercheur au CNRS, Eric PACKER, étudiant à l'ENSMA et Daniel LAUDONNET, agent technique à l'usine Télé Mécanique.

Devant cette nouvelle provocation fasciste du pouvoir, de nouvelles actions de riposte sont prévues par les organisations membres du comité.

Philippe MAZOT et Eric PICKER apportent dans un communiqué les précisions suivantes "indispensables pour connaître la nature des tracasseries" dont ils ont été l'objet :

"Si la vérification d'identité est une formalité fort répandue depuis que Marcellin a entrepris de fichier tout ce qui bouge, il n'en demeure pas moins que la loi n'autorise la vérification d'identité au commissariat que lorsqu'une information a été ouverte par un juge d'instruction ou qu'il y a flagrant délit. Et pourtant nous avons été "embarqué" de force et gardés à vue sans aucun motif pendant 24 h.

Il n'y avait pas de délit. En effet, puisque l'hebdomadaire "Rouge" n'est frappé d'aucune interdiction, n'a pas été saisi à la sortie des presses, est diffusé par les messageries et est en vente dans les kiosques. Pourquoi nous aurait-on d'ailleurs relâché avant toute intervention d'un juge d'instruction ?

7 exemplaires de Rouge et 21 exemplaires d'une édition spéciale supplément à Libération - Politique Hebdo ont été illégalement saisis par le commissariat central.

Quant à la transmission du dossier à la Cour de Sureté de l'Etat, nous aurions bien aimé en être informé personnellement. Et si tel pouvait en être le cas, il est clair qu'il ne pourrait s'agir là que d'une manœuvre d'intimidation qui ne pourrait en rien empêcher la diffusion d'une presse encore autorisée..."

LA ROCHE/YON : Mardi 10, 300 personnes ont assisté au meeting de soutien au Larzac organisé par les paysans travailleurs. Des paysans du Larzac, puis Bernard LAMBERT ont expliqué le sens de l'action. Ensuite, le débat a porté sur le rôle de l'armée, l'écologie, les modalités de la marche.

LAVAL : 1000 agriculteurs ont manifesté Lundi 9 pour l'augmentation du prix à la production du lait et de la viande.